

Bretagne 2030

Compte-rendu de la soirée-débat du 20 novembre 2013 à Rennes

Réunion n°10

La soirée-débat organisée à Rennes (Lycée Bréquigny) le 20 novembre 2013 de 18H30 à 21H dans le cadre de la démarche Bretagne 2030 a réuni une quarantaine de participants.

Il s'agissait de la 10^{ème} réunion, 14 réunions-débats étant programmées.

Ci-dessous sont resituées les réflexions collectives des participants.

1. RAPPEL DE LA DEMARCHE BRETAGNE 2030

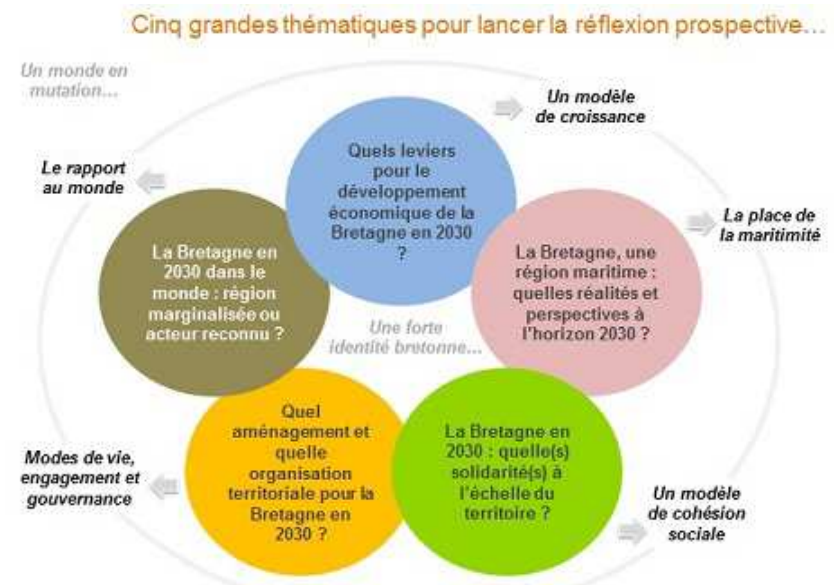
Bretagne 2030 est une démarche lancée par le Conseil régional de Bretagne qui propose à toutes les Bretonnes et tous les Bretons, et plus largement à tous ceux qui aiment la Bretagne, de définir le visage qu'ils lui souhaitent en 2030.

Il s'agit d'une démarche de réflexion collective, de concertation prospective qui contribue à l'élaboration d'une vision partagée de la Bretagne en 2030.

Bretagne 2030 ne cherche pas à prédire l'avenir mais à le dessiner, à formuler des souhaits et des attentes et à explorer des pistes.

La démarche engagée invite ainsi à penser l'avenir pour ne pas le subir, à formuler des valeurs et des aspirations collectives, pour ne pas dériver vers des situations non souhaitées et pour être en capacité de résister aux évolutions non souhaitables.

Ces cinq thèmes couvrent les grands champs de réflexion pour l'avenir.



Quelques questions sont posées pour susciter la discussion. Elles reflètent les préoccupations majeures exprimées par les Bretons et les représentants de la Bretagne, ses partenaires, ses visiteurs,.... Les plaquettes thématiques distribuées en réunion sont disponibles dans la rubrique « projet » du site www.bretagne2030.ienparle.net

2. L'INTRODUCTION DE LA SOIREE-DEBAT

La Région était représentée par quatre conseillers régionaux : Sylvie Robert, vice-présidente du Conseil régional, chargée de la jeunesse, Christian Anneix, Hind Saoud, et Lena Louarn, vice-présidente chargée des langues de Bretagne.

Sylvie Robert a présenté le grand chantier prospectif « Bretagne 2030 » lancé par la Région Bretagne, qui a débuté il y a déjà plusieurs semaines.

La Région a souhaité lancer cet exercice pour demander aux Bretons, de manière participative, d'apporter leur vision de leur Bretagne en 2030. L'anticipation politique est importante, d'autant plus dans le contexte d'aujourd'hui.

Elle a convenu qu'il est toujours difficile de se projeter, de s'extraire du contexte présent. La Région travaille évidemment à court et moyen termes mais souhaite aussi penser l'avenir. Les grandes mutations impactent la Bretagne et au-delà : c'est dans cette optique que la Région invite les citoyens à contribuer dans le cadre de « Bretagne 2030 ».

3. RESTITUTION DES REFLEXIONS COLLECTIVES DES PARTICIPANTS

Les participants ont travaillé sur chacun des 5 thèmes (cf. le schéma page 2) qui structurent la réflexion. Ils étaient répartis par tables et la synthèse de chaque groupe a été restituée en séance plénière, permettant ainsi à tous les participants de réagir et de s'exprimer sur l'ensemble des thèmes. Chaque synthèse était structurée autour des deux questions suivantes : « Quels sont les points à particulièrement développer ou à inventer d'ici 2030 ? » et « Qu'est-ce qui serait absolument à éviter en 2030 ? ».

3.1. LA BRETAGNE GRANDE REGION MARITIME EUROPEENNE EN 2030 : FANTASME OU REALITE ?

Les participants de la table ont affirmé que la Bretagne devait être la porte d'entrée de l'Atlantique. Dans cette perspective, ils ont développé les points suivants :

- Réunifier les ports afin que la Bretagne soit plus compétitive (Nantes et Saint-Nazaire).
- Réutiliser les infrastructures existantes en repensant leurs usages.
- Profiter du regain qui existe dans certains ports, via le développement de nouvelles entreprises et les nouvelles technologies (ex : bateaux solaires).

- Avoir des ports multifonctions ou des routes maritimes partagées entre tourisme et cabotage.
- Revisiter l'activité de la pêche avec une gestion des ressources et d'élevage intelligente.
- Développer les énergies renouvelables, mais pas au détriment du paysage (ex : éoliennes).
- S'assurer que les volontés locales (Pays, collectivités, Région) soient davantage entendues à l'échelle européenne.
- Eviter un urbanisme mal maîtrisé du littoral, notamment avec les maisons secondaires qui empêchent les actifs de vivre sur leur lieu d'emploi.
- Eviter la disparition de la pêche et le rachat de certaines flottes par des grandes entreprises, notamment espagnoles.
- Eviter le tourisme de masse, sachant que pour le moment la mer n'est pas assez chaude pour rendre la région exagérément attractive !

Un participant de la table a ajouté que le port est un point d'entrée. La Bretagne aussi donc.

Un participant de la table a ajouté en plaisantant que le porc abîme la Bretagne et son image.

Une participante a indiqué que, pour avancer, il faut savoir accepter l'évolution des paysages. Par exemple, sur la question de l'énergie : les éoliennes et les hydroliennes modifieront le paysage. Il s'agit de parvenir à imaginer les changements des paysages, sans frilosité.

Une participante a répondu qu'il est possible de développer des choses intelligentes, tout en préservant le paysage. Il y a des régions qui n'ont pas su gérer le développement des énergies renouvelables.

3.2. LA BRETAGNE EN 2030, MODELE DE COHESION SOCIALE OU SOCIETE ECLATEE ?

Deux groupes ont exploré ce thème. Le premier groupe a formulé les remarques et propositions suivantes :

- Développer la coopération entre les différences échelles territoriales et les institutions publiques/privées, dans une logique de transversalité entre les actions engagées sur le territoire.
- Développer les transports en Bretagne, gage de cohésion du territoire.
- Développer la solidarité intergénérationnelle.
- Promouvoir dès le plus jeune âge une éducation civique forte à travers la participation et l'engagement associatif.

- Promouvoir l'ouverture culturelle de la Bretagne sur le Monde.
- Améliorer l'écoute entre citoyens et élus et réduire la distance qui peut exister entre les deux.
- Promouvoir le développement local.
- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et bâti afin de créer une culture commune, comme gage de cohésion sur le territoire.

Dans les éléments à éviter absolument, les participants ont constaté une difficulté pour les Bretons à se projeter dans le futur. Ils ont formulé les points suivants :

- Eviter le repli sur soi sur la région uniquement.
- Eviter le désintérêt des citoyens pour le territoire.
- Eviter le creusement des inégalités sociales en favorisant l'accès à l'éducation, la culture et les soins.
- Eviter le fossé entre les générations.

Le deuxième groupe de participants ayant travaillé sur ce thème de la cohésion sociale a formulé les propositions suivantes :

- S'appuyer sur l'accompagnement à la mobilité pour les jeunes et les salariés, dans leurs parcours quotidiens ou de

vie. Dans ce sens, être plus accueillant dans le cadre d'une société de plus en plus mobile, notamment pour les étudiants, les travailleurs saisonniers,... et non pas seulement pour ceux qui s'installent durablement sur un territoire.

- Préserver le littoral et le rendre accessible à toutes les classes sociales.
- Ne pas diaboliser la jeunesse et la fête, cette dernière contribuant à la cohésion sociale.
- Un préalable a fait débat au sein du groupe : favoriser la mise en place d'un acteur régional fort, capable de répondre aux enjeux de fractures territoriales.
- Renouer une alliance entre les urbains et les agriculteurs, notamment au vu du contexte actuel.
- Eviter de penser que les valeurs bretonnes actuelles, reconnues, vont se maintenir seules dans une société et une Bretagne en évolution.
- Ne pas stigmatiser la métropole.

3.3. LA BRETAGNE EN 2030, UNE REGION PROSPERE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE PERFORMANT ET ENDOGENE ?

Les participants de la table ont indiqué pour 2030, les points à développer suivants:

- Développer les énergies propres et utiliser les énergies renouvelables (éolien et hydrolien). Et mettre en place des formations liées à ces techniques.
- Développer le transport fluvial et maritime.
- Accentuer les circuits courts pour le transport de marchandises.
- Développer l'habitat adapté pour le troisième âge.

Dans les éléments à « absolument éviter », ils ont évoqué les points suivants :

- Ne pas choisir entre industrie et tertiaire mais mixer les deux.
- Eviter la production intensive et la concentration économique et géographique.
- Eviter la pollution des sols.

Un participant a dit partager l'ambition d'amener la Bretagne vers un renforcement des énergies renouvelables. Le Nord-Pas-de-Calais a engagé une réflexion importante sur ce sujet qui doit permettre de mener la région vers un véritable changement de paradigme. Selon lui, la Bretagne a aussi ses chances. Des territoires ont d'ailleurs déjà engagé des actions dans ce sens-là

(Val d'Ille, Mené, éoliennes participatives,...) La Région pourrait être la bonne échelle pour une véritable ambition dans le domaine.

Un participant a souhaité que soient développés les circuits courts alimentaires qui sont, selon lui, davantage générateurs d'emploi que les grandes industries. A terme, ce sera selon lui plus pérenne. Il existe des exemples tels que les AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) ; il en existerait déjà une centaine sur le territoire breton.

Un participant a rappelé que la Bretagne a une très faible autonomie en énergie, électrique en particulier. Il faudrait un autre mode de gouvernance qui ne passe pas par l'Etat (dont dépendent les éoliennes par exemple) et qui permettrait de trouver une réelle autonomie énergétique.

3.4. LA BRETAGNE EN 2030, LA PERFORMANCE TERRITORIALE FONDEE SUR SON EQUITE : UTOPIE OU REALITE ?

Deux groupes ont exploré ce thème. Le premier groupe a développé les propositions suivantes pour 2030 :

- Supprimer le Département d'ici 2030, tout en gardant la structure des Pays. Cela suppose des fusions de communautés de commune. Cette nouvelle structure administrative s'inscrirait dans une Bretagne élargie à 5 départements, avec la Loire-Atlantique.

- Développer et valoriser le transport entre tous les territoires de Bretagne, avec, non plus un système actuel en étoile, mais un système polymorphe qui puisse répondre à une plus grande souplesse entre chaque Pays.
- Le groupe a connu un débat sur la question métropolitaine : certains participants de la table ont défendu les métropoles, d'autres ont privilégié le souhait d'un réseau de villes moyennes. L'idée est de trouver un juste équilibre entre le développement de trois métropoles bretonnes, identifiables au niveau européen, et ce maillage qui viendrait s'appuyer sur ces métropoles.

Un participant de la table a indiqué souhaiter une Bretagne historique. Il apparaît plus facile de faire une grande Bretagne Armorique en fusionnant deux régions, que d'enlever à la région voisine son département chef-lieu.

Le deuxième groupe de participants ayant travaillé sur ce thème de la performance territoriale a formulé les propositions suivantes :

- Débat autour de la question métropolitaine : pour certains, il faut des métropoles fortes pour des communautés voisines plus fortes. Pour d'autres, il faut éviter le renforcement du déséquilibre entre le centre Bretagne, les métropoles, les littoraux.
- La richesse de la métropole doit être répartie sur l'ensemble de la région et non pas sur elle seule.

- Revoir le périmètre d'actions des collectivités pour une plus grande efficacité des politiques publiques. Certains ont évoqué la fusion des départements pour une plus grande région avec un meilleur budget et un plus grand poids au niveau européen.
- Eviter la perte des services publics dans certains espaces du territoire.

Un participant de la table a indiqué en « avoir assez » que la misère ne soit pas assez prise en compte. Selon lui, les schémas de territoire n'ont aucun sens et la santé du territoire est en danger.

Une participante a rappelé que lorsque les métropoles sont riches, qu'elles dégagent un certain nombre de revenus, cela génère de la fiscalité qui est régionalisée. Le pire est une métropole pauvre : cela génère beaucoup d'anxiété, de pauvreté et de violence.

Un participant a souhaité distinguer deux sens pour le terme de métropole : un sens de grande ville, en tant que lieu urbain, avec des formations supérieures, etc. et la métropole redéfinie comme nouvelle entité par le gouvernement, au sens institutionnel donc. Il est possible de critiquer la manière de gérer les métropoles, sans pour autant remettre en question l'existence de la métropole. Toutes les zones d'une région ne peuvent être métropolitaines, il faut de la place et des fonctions pour tout l'éventail des modes de vivre : de la bourgade aux métropoles en passant par les villes moyennes.

3.5. LA BRETAGNE EN 2030 DANS LE MONDE : REGION MARGINALISEE OU ACTEUR RECONNU ?

Les participants de la table ont constaté qu'il est difficile d'appréhender le rayonnement international de la Bretagne, notamment à cause d'un manque d'information sur les initiatives existantes (ex : politique de coopération internationale). Il leur est apparu donc plus facile de l'appréhender à l'échelle européenne. Ils ont également posé le constat que la péninsule ne facilite pas l'ouverture.

Le groupe a développé les points suivants :

- L'identité bretonne est très forte, voire trop forte avec un risque de repli sur soi. Elle reste un atout qui ne doit pas devenir une menace.
- Vue de l'extérieur, c'est l'approche culturelle des échanges qui domine. Or, les partenariats économiques sont peu connus. Il existe un besoin de communication sur ce domaine.
- La mer a été perçue comme le secteur de rayonnement. Il s'agit d'en profiter pour développer les partenariats au sein de l'Arc Atlantique, avec une identité commune qui peut faciliter les échanges.
- Les Bretons s'expatrient beaucoup, ce qui constitue une richesse. Il s'agirait de mieux capitaliser leurs expériences et les initiatives internationales.

- Renforcer et développer l'innovation et la recherche, notamment sur les nouvelles technologies comme la Marque Bretagne, Bretagne Développement Innovation,...
- Conserver la Bretagne en tant que terre d'accueil, pas seulement du point de vue culturel mais aussi économique.

Un participant a rappelé qu'à Lannion, dans le Trégor, des chercheurs mondiaux ont été accueillis, dans le secteur des télécommunications. C'est un exemple qui peut être reproduit partout, d'autant plus si la Bretagne conserve et protège son patrimoine. Il évoque avoir déjà imaginé de faire cadeau à une université américaine de la propriété de la Richardais à Saint-Malo, afin de créer de la mixité intellectuelle avec l'Europe.

Une participante s'est questionnée sur le fait qu'il y ait si peu d'Irlandais et de Gallois en Bretagne, alors même que ce sont les voisins directs de la Bretagne. Elle se demande si la région a raté quelque chose sur ce plan ?

Un participant s'est souvenu qu'il y a eu des spécialisations au niveau national pour accueillir, par exemple, des Chinois à Rennes, mais Paris a décidé que les Irlandais seraient accueillis dans une région plus proche du cœur de la France.

François-Nicolas Sourdat, adjoint au Directeur des Services de la Région Bretagne, a indiqué qu'il y a dix ans, dans les Côtes d'Armor, la venue nombreuse des Anglais a eu tendance à faire monter le prix du foncier et de l'immobilier. Aujourd'hui, si cet effet s'est estompé, cela montre bien qu'il existe des fluctuations dans le sentiment que l'on peut avoir à l'égard de l'accueil des étrangers.

4. CONCLUSION

Léna Louarn, vice-présidente du Conseil régional, chargée des langues de Bretagne, a remercié les participants pour leur participation, et pour avoir affronté la pluie et le froid de ce soir. Elle a constaté que les échanges ont été très riches ; ils contribuent à un travail de co-construction de l'avenir de la Bretagne. Il est en effet important que tous les citoyens bretons puissent effectivement y participer.

Elle a invité les participants à poursuivre les échanges sur le site internet www.bretagne2030.jenparle.net

Trugarez uras d'an holl. Ha nozva !

(« Merci beaucoup à vous et bonsoir ! »)